

★ DÉFENDONS ★ LE SERVICE PUBLIC

Liste soutenue par *Sud* – Solidaires Étudiant-e-s Lille et
par la SEL-CGT Douaisis

La COMUE, c'est quoi ?

La **Communauté d'Universités et d'Établissements** regroupe les 6 universités de la région ainsi que l'école des Mines, Centrale et la Catho. Elle a notamment pour objectif de coordonner les politiques des universités. Elle gère également l'ESPÉ et le Collège Doctoral.

En réalité, **il s'agit d'une structure anti-démocratique** qui profite avant tout aux établissements privés de la Catho et qui risque de dégrader nos conditions de travail et celles des personnels.

Pourquoi se présenter ?

Les militant-e-s de SUD – Solidaires Étudiant-e-s Lille, de la Section Étudiante et Lycéenne CGT du Douaisis et des étudiant-e-s associatif-ve-s vous proposent la seule liste combative, clairement opposée à la COMUE.

Nous revendiquons **des universités publiques, ouvertes à toutes et tous** et financées à hauteur des besoins et non sur des critères « d'excellence ». Nous nous battons pour un égal accès à l'enseignement supérieur sur tout le territoire, contre la sélection sociale et contre l'ensemble des discriminations (sexisme, racisme...).

Notre seule promesse : vous tenir informé-e-s de ce qui se passe...
pour mieux se mobiliser ensemble !

lille@sud-etudiant.org | www.sudetudiantlille.org

VOTONS

★ LE 19 NOVEMBRE ★
DE 9H À 16H

selcgtdouaisis@gmail.com | selcgtdouaisis.wordpress.com



Derrière la vitrine, ce que COMUE veut dire

Davantage d'argent public pour la Catho

Notre région est la seule où un établissement privé religieux, la Catho, est membre de plein droit d'une COMUE. Ce statut permet à la Catho (facultés libres et écoles associées type IÉSEG ou EDHEC) de toucher davantage d'argent public **alors que les étudiant-e-s y payent des frais d'inscription exorbitants** (même les boursier-e-s !). Exit la « laïcité », vive la sélection sociale !

La mobilité forcée des étudiant-e-s

Avec l'encouragement à la régionalisation des masters, exit l'égalité d'accès à la plupart des formations. Nombre d'étudiant-e-s risquent de devoir faire tout ou partie de leur master **dans une autre ville que leur ville d'origine** (notamment si ils/elles ne sont pas de Lille)... alors que le prix des transports est élevé en région, notamment à Lille, et que la région manque de logements étudiants publics.

Une structure anti-démocratique

Avec 7 étudiant-e-s sur un conseil d'administration d'une soixantaine de membres, que faire ? Surtout quand la moitié des membres ne sont pas élu-e-s mais « nommé-e-s » par les entreprises, les collectivités locales ou les président-e-s d'universités. Ce n'est plus un droit à être représenté-e, **mais un droit à faire de la figuration.**

LE 19 NOVEMBRE,
VOTONS

CONTRE

LE DÉMANTÈLEMENT
DU SERVICE PUBLIC